



En difficulté, Macron joue la carte raciste et la matraque !

Le gouvernement cherche toujours à tourner la page de la contre-réforme des retraites... Il peut même remercier les directions syndicales, qui ont accepté de rencontrer Macron le 17 mai, et qui ont fixé la prochaine journée de grève nationale le 6 juin seulement, malgré l'immense succès des manifestations du 1^{er} mai. Mais la colère et la contestation sont loin d'être éteintes !

Les coups ne nous arrêtent pas !

Mis à part pour aller assister au couronnement d'un autre inutile, le nouveau roi d'Angleterre, Macron ne peut même plus annoncer ses déplacements à l'avance, de peur que ses visites se fassent dans le noir et au son des casseroles ! Au point que lorsqu'il s'est rendu le 4 mai à Saintes (Charente-Maritime) pour annoncer ses nouvelles attaques contre l'enseignement professionnel, ses équipes sont venues avec leur propre groupe électrogène. Tandis que les manifestants et manifestantes, y compris les agents du lycée qu'il visitait, ont été tenus à distance ! C'est le lot de l'ensemble de ses ministres et députés partout sur le territoire. Et les « casseroles » ne signifient pas la fin des grèves et des manifestations. La lutte continue sous différentes formes, des assemblées générales interprofessionnelles continuent de reconduire la grève, et de manifester, comme jeudi 11 mai, à l'appel des organisations de jeunesse.

Face à une contestation qui ne s'arrête pas, le pouvoir intensifie la répression : 540 personnes ont été arrêtées dans toute la France le 1^{er} mai. Avec violence. La défenseure des droits, Claire Hédon, pourtant nommée par Macron, a elle-même dénoncé les « images absolument choquantes » des violences policières. La contrôleur générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, a dénoncé dans un rapport des « arrestations préventives » qui visent uniquement à intimider et à empêcher de manifester. Et comme ça ne suffit pas, Darmanin annonce sa volonté d'élargir encore l'arsenal répressif, avec une énième loi « anti-casseurs ». Des drones, des fichages, des arrestations préventives, des marqueurs ADN, cela ressemble à une mauvaise série du net.

Or la vraie violence, ce n'est pas celle qui peut s'exprimer parfois dans les manifestations : c'est celle de l'exploitation au travail, de la pauvreté, des salaires de misère, de la précarité, des suicides, des accidents du travail. C'est surtout celle de l'État qui défend vaillamment que vaille les richesses d'une minorité d'exploiteurs, en écrasant ceux et celles qui osent dire non.

Darmanin sur les terres de l'extrême droite



Plus isolés que jamais, Macron et sa clique essaient de regrouper autour d'eux les forces les plus réactionnaires. Darmanin, qui avait déjà qualifié Marine Le Pen de « molle », déclare maintenant que la dirigeante néofasciste italienne Giorgia Meloni est « incapable de régler les problèmes migratoires » ! Lui qui a lancé une véritable chasse aux immigrés à Mayotte, planche toujours sur son projet de nouvelle loi immigration, afin de mieux exploiter les travailleurs et travailleuses immigrés, en faisant dépendre leur droit au séjour du

bon vouloir des patrons. Faire diversion et diviser pour régner, en désignant certains comme responsables des difficultés des autres, renforcer la précarité et l'exploitation, maintenir un système de domination coloniale sur les pays les moins développés... Darmanin fait d'une pierre de nombreux sales coups.

Nos luttes n'ont ni patrie, ni frontières !

Mais la haine de l'équipe de Macron ne remplit pas les frigos. Alors ne nous trompons pas : leur programme c'est la guerre entre pauvres. Ne tombons pas dans son piège mortel : un travailleur qui peine à joindre les deux bouts n'a aucun intérêt commun avec un milliardaire, sous prétexte qu'ils seraient tous les deux français. Deux travailleuses subissent l'exploitation par leur patron de la même manière, même si elles n'ont pas la même nationalité ou origine.

Ce qui définit nos intérêts, ce ne sont ni nos origines, ni notre situation sur le territoire, mais notre place dans la société. Cette répression accrue, cette haine déversée cachent mal leur peur, car ils ont vu que nous pouvions être des millions à lutter. Nous aussi nous avons beaucoup appris : ensemble nous sommes une force, loin du Parlement et des salons de négociation confortables, dans la rue.



Grève reconductible aux urgences gynécologiques de Robert Ballanger

Le personnel des urgences gynécologiques de Robert Ballanger à Aulnay est en grève depuis le 6 mai pour dénoncer le manque de personnel (les urgences ont été partiellement fermées du 21 au 24 avril), les conditions de travail et d'accueil des femmes enceintes et pour réclamer la prime de risque de 118 euros brut, mise en place en 2019 pour le personnel des urgences. Le forfait patient urgences (FPU) s'applique bien à Ballanger, alors pourquoi pas la prime ? Tous les hospitaliers de tous les services doivent gagner plus.

Le monde à l'envers...

Le nouvel hôpital Paris Nord qui regroupera les hôpitaux Beaujon et Bichat est en construction sur le site de l'ancienne usine PSA de Saint-Ouen. Qui s'occupe de la démolition, du désamiantage et de la dépollution du site ? Le groupe Stellantis, riche à millions, propriétaire de PSA ? Pas du tout : c'est l'AP-HP qui s'occupe de tout y compris quand un morceau de mur tombe sur le trottoir ou quand les voisins se plaignent que « les travaux font trembler tout leur immeuble » comme en décembre.

Non à la fermeture du centre de loisirs à Beaujon

La direction de l'AP-HP nous explique partout qu'elle fait tout pour attirer et fidéliser le personnel. À l'hôpital Beaujon, elle vient de décider, pourtant, la fermeture programmée du centre de loisirs qui permet aux parents de trouver une solution de garde de leurs enfants près de leur lieu de travail. Non à la fermeture.

Sans commentaire

Les soignants sont bien placés pour connaître les raisons de la situation dramatique dans les hôpitaux. Une enquête vient d'être publiée : 73 % des soignants expliquent la détérioration du système de soins par la surcharge de travail, 46 % par le manque de moyens mis à disposition et 39 % par le moral en berne des soignants. Conséquence, comme le résume une revue : « La crise globale du système de santé en France pèse largement sur les conditions de travail des praticiens et sur les soins apportés aux patients. »

Internes : ton univers impitoyable...

Ils sont 30 000 en France, représentent jusqu'à 40 % des effectifs médicaux hospitaliers, et signent jusqu'à 70 % des prescriptions. Ce sont les internes. Payés 5,42 euros de l'heure, ils font face aux engorgements des services d'urgence, aux fermetures de maternités et de lits. Ils étaient en lutte il y a deux semaines. Pas étonnant avec ces conditions de travail que 26 % d'entre eux aient des symptômes dépressifs, des idées suicidaires d'autant plus que 70 % dépassent les 48 heures de travail par semaine...

Échelle mobile des salaires

Contraint par l'inflation, le gouvernement a augmenté le Smic de 2,22 % au 1^{er} mai. Mais va-t-il revaloriser la valeur du point ?

Les collègues en catégorie C stagnent au salaire minimum, les collègues AS et AP se sont déjà fait rattraper sur leurs « nouvelles » grilles de catégorie B...

Sans l'indexation des salaires sur les prix, c'est l'écrasement des salaires vers le bas : toutes et tous ensemble pour une vraie augmentation générale des salaires.

Laissez nos collègues travailler

Une pédiatre d'origine tunisienne travaille dans un hôpital du Val d'Oise depuis cinq ans. Elle vient de recevoir une obligation de quitter le territoire français (OQTF), son titre de séjour n'ayant pas été renouvelé. Les médecins étrangers à diplôme hors Union européenne sont des milliers en France : 4 500 dossiers ont été déposés par ces médecins pour régulariser leur situation. C'est un parcours du combattant.

Grâce au travail de ces médecins, l'hôpital arrive à tourner tant bien que mal, y compris durant le Covid-19. Ils doivent pouvoir travailler, avec des papiers, sans tracasserie administrative.

Des bras et des lits ! Sinon des arrêts maladie...

Plus de 450 opérations pourraient être reportées au CHU de Grenoble, suite au ras-le-bol de l'équipe qui n'en peut plus des conditions de travail et a été mise en arrêt. Pour la direction, c'est la faute à la « pénurie » et à un « absentéisme soudain », bref tout sauf prendre ses responsabilités, alors que c'est tout l'hôpital qui est dans une situation catastrophique.

Droit à la santé pour tous

Le gouvernement, comme la droite et l'extrême droite, tirent à boulets rouges contre l'immigration. Depuis plusieurs années, ils limitent ou souhaitent supprimer un des seuls droits qu'ils aient : le droit à la santé avec l'aide médicale d'État (AME) réservée aux personnes sans titre de séjour. Il est de plus en plus difficile de l'obtenir. Conséquences : 64 % des personnes interrogées ont des difficultés pour se soigner faute de couverture de santé. Parmi elles, sept sur dix ont renoncé aux soins.

Rappelons que l'AME ne s'applique déjà pas à Mayotte, excluant du dispositif les sans-papiers, principalement comoriens, vivants sur l'île, que le gouvernement tente aujourd'hui violemment d'expulser de l'île par l'opération policière scandaleuse « Wuambushu » qui a débuté le 24 avril.

Avec ou sans papiers, droit à la santé pour tous !

« Tu peux te mettre ton couronnement dans le c »**

C'est le refrain que les supporters du Celtic Glasgow ont chanté en chœur. Un autre témoignage que la grand-messe du couronnement est loin de provoquer de l'enthousiasme chez tous les habitants du Royaume-Uni. Selon un sondage publié l'an dernier, 38 % des personnes interrogées étaient hostiles ou indifférentes à la monarchie, et même 67 % chez les 18-24 ans : la jeunesse, c'est l'avenir !